

Le pouvoir aux travailleurs

14 Mars 2015

N° 209

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES LAISSÉS POUR COMPTE DE L'ÉMERGENCE DE 2020	2 - 3
- LES HÔPITAUX PUBLICS, DES MOUROIRS POUR PAUVRES !.....	4 - 5
- LA BOURGEOISIE SE FICHE BIEN DE LA DÉFORESTATION	6
- CAMPAGNE DE LA BAD CONTRE LE GASPILLAGE D'EAU : QUAND ON N'A RIEN À DIRE, IL FAUT SE TAIRE !.....	7
- COUPURES INTEMPESTIVES D'ÉLECTRICITÉ : LE PROBLÈME PERSISTE MALGRÉ LES DICOURS DES DIRIGEANTS.....	7 - 8
- "L'OPIUM DU PEUPLE" A DE PLUS EN PLUS DE SUCCÈS !.....	8 - 9
- NOUVEAU CODE DU TRAVAIL : LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN DE BON À ATTENDRE	10
- À DARLING, UN TRAVAILLEUR COMPTE POUR PEU DE CHOSE. IL NE FAUT PAS QUE LE PATRON EXAGÈRE	10
- CICO : LES TRAVAILLEURS CONTINUENT DE SE BATTRE	11
- FASO CONSTRUCTION : LA DIRECTION FAIT DE LA PROVOCATION	12
- SENEGAL : DÈRRIÈRE LES PROPOS ABJECTS D'ABDOULAYE WADE	13 - 14
- FRANCE : VALLS, CHAMPION...DE LA MONTÉE DU FRONT NATIONAL	14 - 15

E d i t o r i a l

LES LAISSÉS POUR COMPTE DE L'ÉMERGENCE DE 2020

En cette période de précampagne électorale, le gouvernement ne rate pas une occasion pour s'auto-glorifier par rapport aux grands travaux déjà réalisés, ceux qui sont en cours de réalisation, ainsi que les projets à venir. Ce sont des ponts, des routes, des centrales thermiques et hydrauliques, des barrages, des nouvelles zones industrielles, ou encore l'extension du port d'Abidjan, etc. La bourgeoisie attendait ces investissements depuis des années. Elle est bien servie, sans qu'elle ait à déboursier un seul sou !

Du côté des travailleurs et des populations pauvres, ils ne peuvent pas en dire autant. C'est même le contraire. Ainsi, par exemple, ceux d'entre eux qui se débrouillaient en créant une petite activité sur les trottoirs, faute de mieux, en ont été chassés, leur échoppe détruite. Pourtant, c'est cette activité qui leur permettait de ne pas tomber encore un peu plus dans la misère. Comme si ça ne satisfaisait pas encore les riches, le pouvoir a ensuite carrément chassé les habitants des quartiers pauvres, les uns après les autres. Ces quartiers ont été détruits à leur tour à coup de bulldozers. Aucune commune n'a été épargnée : Port-Bouët, Yopougon, Abobo, Williamsville, Attecoubé et tout dernièrement, Cocody, avec la destruction de Gobelet, qui comptait, dit-on, à lui tout seul, près de 70 mille habitants. Les victimes de ces destructions massives ne savent plus où aller vivre dans ces ruines. Heureusement que beaucoup d'entre eux ont trouvé la solidarité d'autres pauvres comme eux qui les ont recueillis en se serrant un peu plus. D'autres sont allés s'installer dans des bidonvilles encore plus loin, aggravant du même coup leur situation déjà difficile. Les riches sont avides de terrains constructibles. Le gouvernement œuvre pour eux.

Toujours non satisfait, le gouvernement veut maintenant ponctionner la somme de 1000 Fr par mois à chaque habitant âgés de plus de 5 ans, y

compris sur les populations pauvres, pour soi-disant financer l'AMU (l'Assurance Maladie Universelle). Comme si les riches ne pouvaient pas sortir de leurs comptes en banque biens garnis l'argent nécessaire pour financer ce projet ! Personne n'ignore que les hôpitaux publics, là où il en existe, sont des mouroirs pour pauvres. Le personnel y est en sous-effectif et mal payé. Alors au lieu de vouloir faire payer les pauvres, le gouvernement ferait mieux de régler d'abord ces problèmes-là.

Mais ce n'est même pas sa préoccupation ! Depuis début mars, par exemple, les femmes de salle, les brancardiers, les ambulanciers et autres personnels administratifs des hôpitaux sont en grève pour revendiquer de meilleurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. La seule réponse du gouvernement a été de leur distribuer des coups de matraques et les enfumer de bombes lacrymogènes.

C'est le même langage que le gouvernement tient contre les enseignants qui sont aussi en grève. Ils ne font, pourtant, que réclamer l'application d'une révision indiciaire qui leur est due, ainsi que le paiement d'arriérés que le gouvernement leur doit.

Pour le gouvernement, il n'y a pas d'argent pour ceux qui travaillent à des choses utiles. Par contre, il y en a pour les riches et les forces armées. Ces derniers sont d'autant plus choyés qu'ils sont en réalité payés pour mater toute éventuelle révolte des travailleurs et des populations pauvres contre les riches.

On voit à quel point leur prétendue « *émergence 2020* », sera uniquement au profit des riches et se fera sur la peau des travailleurs et des populations pauvres si ceux-ci se laissent faire.

L E U R S O C I E T E

LES HÔPITAUX PUBLICS, DES MOUROIRES POUR PAUVRES !

Un accident de circulation grave a eu lieu sur la côtière le dimanche 08 mars à quelques kilomètres de Dabou. Il s'agit d'un car de transport de 70 places qui venait de Grand Lahou qui a fait plusieurs tonneaux. La presse avait parlé de 7 morts. Mais selon les derniers chiffres de la compagnie de transport, il y a 21 morts et de nombreux blessés graves.

Les blessés ont été évacués dans un premier temps à l'hôpital protestant de Dabou où ils n'ont reçu aucun soin. De là, ils ont été évacués aux urgences du CHU de Yopougon. Il y faisait déjà nuit. La souffrance se lisait sur le visage des blessés mais aussi de leurs parents impuissants devant une situation aussi révoltante

Une fois arrivé au CHU de Yopougon, tous ces blessés ont été déversés à même le sol, comme des sacs de cacao. C'était dans le sang et la crasse, les uns posés sur les autres. Tellement l'endroit était déjà chargé, il est vite devenu exigü. A leur arrivée, il n'y avait aucun médecin aux urgences. Il y avait tout juste quelques filles de salle. Quand les quelques rares médecins sont arrivés, c'était déjà la nuit. D'ailleurs, jusqu'au lendemain à 18 heures, aucun blessé ne pouvait prétendre avoir reçu le moindre soin. Ils se sont vus tout juste délivrer quelques ordonnances payantes et des radiographies pour ceux qu'ils

estimaient en avoir besoin, y compris, par exemple, des blessés qui avaient des fractures ouvertes et qui faisaient peine à voir.

Pourtant, depuis la mort d'Awa Fadiga, cette mannequin qui était morte pour ne pas avoir reçu de soins, exactement comme ceux-là, dont la presse avait fait écho, le gouvernement avait fait tout un tapage et désigné quelques boucs émissaires. Depuis lors, le gouvernement a fait croire que les services d'urgences ont été rénovés et que les blessés recevraient les premiers soins gratuitement. Tout cela s'avère faux et de pure propagande.

D'ailleurs, le gouvernement a entre-temps privatisé la gestion de la PSP (Pharmacie de la Santé Publique). Les conséquences, c'est que le médecin urgentiste délivre au blessé une ordonnance à la pharmacie des Urgences. Cette dernière est censée fournir le matériel et les médicaments gratuitement. Sauf que la réalité est bien différente. En effet, cette pharmacie d'urgence ne délivre même pas, ne serait-ce qu'un simple sparadrap, sous prétexte que tous les stocks sont épuisés. Rien qu'à cause d'un tel manquement, le propriétaire de cette pharmacie mériterait d'aller en prison.

L E U R S O C I E T E

La petite employée de la pharmacie vous dit alors d'aller à l'autre aile de l'hôpital où la même pharmacie a un second local réservé aux autres malades de l'hôpital. Ici, tout est payant. N'ayant pas le choix, vous payez. Aucun reçu ni facture ne vous sera délivré. Même votre ordonnance vous sera confisquée. Il n'est pas compliqué de comprendre que le gérant de cette pharmacie fera ensuite passer toutes ces ordonnances à la pharmacie d'urgence et se fera ainsi doublement payer : une fois par le patient et une seconde fois par l'Etat.

C'est exactement le même mécanisme pour les blessés à qui les médecins ont prescrit un scanner à faire. Sous prétexte que celui de l'hôpital est en panne, on demande alors au blessé de se rendre à l'autre bout de Yopougon, où il paiera chaque scanner autour de 50 mille à 60 mille francs. Ici aussi, on ne lui délivrera pas de facture. On peut alors aisément imaginer que par le même mécanisme, cette structure privée refacturera sa prestation ensuite à l'Etat. Dans cette société capitaliste, même les blessés sont sources de profit pour la bourgeoisie.

Si c'était un riche qui était accidenté, est-ce qu'il serait jeté ainsi dans un mouvoir comme le sont ces urgences du CHU de Yopougon ? Bien sûr que non. Il serait évacué à la

PISAM ou dans une structure hospitalière équivalente où il aurait le maximum de chances de s'en sortir.

Le gouvernement pourrait en faire de même pour tous les accidentés, y compris les pauvres. Il suffirait d'obliger l'assurance du véhicule en cause de prendre à sa charge tous les frais occasionnés par l'accident. Pourquoi ce véhicule est-il assuré sinon justement pour ce genre de cas ? Le gouvernement le sait parfaitement. Mais les hauts dirigeants de ce pays sont copains avec les assureurs qui sont souvent des succursales de multinationales où eux-mêmes ou les membres de leurs familles siègent souvent dans les conseils d'administration. Que leur importe que des pauvres en meurent ou en souffrent du moment qu'eux se remplissent les poches ?

D'ailleurs, s'il y avait une justice dans cette société qui est faite pour les riches, le patron de cette compagnie de transport devrait payer pour avoir obligé le chauffeur de ce car à travailler le seul jour (un dimanche) où il était de repos, alors que celui-ci lui avait bien dit qu'il n'était pas en mesure de conduire ce car pour n'avoir pas dormi la veille.

Cet exemple montre à quel point dans cette société capitaliste, les pauvres subissent l'injustice de tous les côtés.

L E U R S O C I E T E

LA BOURGEOISIE SE FICHE BIEN DE LA DÉFORESTATION

Le vendredi 27 février 2015, les autorités ivoiriennes ont tenu un forum sur les états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau. Il en ressort que la situation de la forêt en Côte d'Ivoire est alarmante. De 16 millions d'hectares à la veille de l'indépendance, le couvert forestier du pays est aujourd'hui à moins de 2 millions d'hectares.

Pour le 1^{er} ministre, Daniel Kablan Duncan, qui chapeautait cette cérémonie, c'est "*l'exploitation forestière inorganisée, les feux de brousse, l'agriculture inorganisée et l'urbanisation accélérée*" qui en seraient les causes.

Ce que ce monsieur ne dit pas, c'est que depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui, le bois de grume est un produit d'exportation de la Côte d'Ivoire. Jusqu'à un passé récent le produit de l'abatage était transporté directement au port, d'où il était chargé dans des bateaux vers des pays d'Europe. C'est par ce pillage que des millions d'hectares de forêt ont été fauchés.

Avec la décennie d'instabilité qu'a connue le pays, les seigneurs de

guerre du nord pour ne pas être en reste, se sont mis à l'exploitation du bois de vène. Pourtant pour bloquer l'avancement du désert, il est théoriquement interdit d'abattre des arbres dans les savanes arborées au-delà du 8^{ème} parallèle.

Malgré ce pillage de la forêt, il n'y a jamais eu de programme de reboisement et encore moins des décisions pour stopper cette exploitation. Bien au contraire, il y a eu des décrets successifs de déclassement de forêts pour permettre aux exploitants forestiers de continuer leurs activités. Ce fut le cas dans la zone d'Abidjan pour la forêt de l'Azagnie. Pour la forêt du Triangle du Banco, l'abatage des arbres n'a pas attendu de déclassement. Alors quand ces messieurs à la tête du pays font semblant de s'alarmer de l'état de la forêt, c'est plus pour se plaindre de la partie de l'exploitation qui échappe à leur contrôle.

La disparition de la forêt, ce n'est ni le souci du gouvernement ni celui de la bourgeoisie qui en tire profit.

L E U R S O C I E T E

CAMPAGNE DE LA BAD CONTRE LE GASPILLAGE D'EAU : QUAND ON N'A RIEN À DIRE, IL FAUT SE TAIRE !

La BAD (Banque Africaine de développement) a lancé récemment une campagne, contre un prétendu gaspillage d'eau dans les établissements scolaires publics, intitulé : « *je ne gaspille pas l'eau de robinet de mon école* ». Et pour cela, plusieurs millions de francs ont été dépensés. Des affiches publicitaires sont visibles à travers la ville, des colloques et des conférences sont organisés. C'est à se demander de quelle planète ils sortent ces gens-là !

Pour gaspiller l'eau, il faudrait d'abord qu'on en dispose en quantité suffisante. Or c'est loin d'être le cas actuellement. Ce n'est un secret pour personne. Il y a aujourd'hui, une forte pénurie d'eau dans la ville d'Abidjan. Les quelques investissements engagés par le gouvernement dans le

domaine de l'approvisionnement en eau restent largement insuffisants face à l'ampleur des besoins. Les discours fréquents des dignitaires de l'état sur la fin du problème d'eau ne sont que de la pure propagande politicienne. La réalité sur le terrain est tout autre.

De plus, avec le désengagement progressif de l'état du secteur de l'éducation, rares sont les établissements publics qui disposent d'eau courante; et même dans la plupart des cas, les toilettes sont inexistantes.

Plutôt que d'investir pour pallier ces problèmes, ces gens-là préfèrent dépenser des sommes colossales dans des campagnes de publicité bidon. Ils sont complètement déconnectés des réalités des populations.

COUPURES INTEMPESTIVES D'ÉLECTRICITÉ : LE PROBLÈME PERSISTE MALGRÉ LES DICOURS DES DIRIGEANTS

Plusieurs habitants de Gonzagueville ont bloqué la route internationale Abidjan Bassam après avoir été privés d'électricité pendant le match de football opposant Chelsea à Paris. Cette situation n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, car c'est un quartier qui est en proie à des coupures d'électricité quasi

quotidiennes. C'est une situation qui est générale dans tous les quartiers populaires. À Abobo par exemple, il ne se passe pas de jour sans coupure de courant. Et même lorsqu'il y en a en continu, on assiste dans certains sous-quartiers à des baisses de tension. C'est un délestage qui ne dit pas son nom.

L E U R S O C I E T E

Et pourtant en fin janvier dernier, le premier ministre avait promis un recul progressif du taux de délestage grâce au renforcement des équipements. Mais sur le terrain, c'est le contraire qui se passe.

Interrogé par la presse, le directeur général de l'Energie de la CIE, a quant à lui affirmé que « *l'acquisition de ces transformateurs, qui est du ressort de l'Etat et non de la Cie, est un long processus puisqu'il*

faut d'abord faire des études, mobiliser le financement, passer des commandes auprès du fabricant en Europe, et attendre la livraison pendant des mois, voire des années. Les Ivoiriens doivent donc s'armer de patience ». Autant dire que ces délestages ont encore de beaux jours devant eux.

Ça, ce sont des paroles de quelqu'un qui n'a pas encore du « feu » dans le dos

"L'OPIUM DU PEUPLE" A DE PLUS EN PLUS DE SUCCÈS !

On constate aujourd'hui une forte montée des idées religieuses dans la population. Radio, télévision et panneaux publicitaires, tous les canaux de communication sont utilisés pour véhiculer à longueur de journée ces idées rétrogrades. Les prêtres, les pasteurs et les imams se disputent ces moyens pour faire passer leurs idées d'un autre âge. Dans les quartiers populaires, églises et mosquées poussent comme des champignons. Les dimanches, les églises sont bondées de monde s'abreuvant des prêches de pasteurs, prêtres et autres « *prophètes* ». Même dans les écoles et universités publiques, des salles de classes sont transformées en lieu de culte aux heures de pause et font le plein.

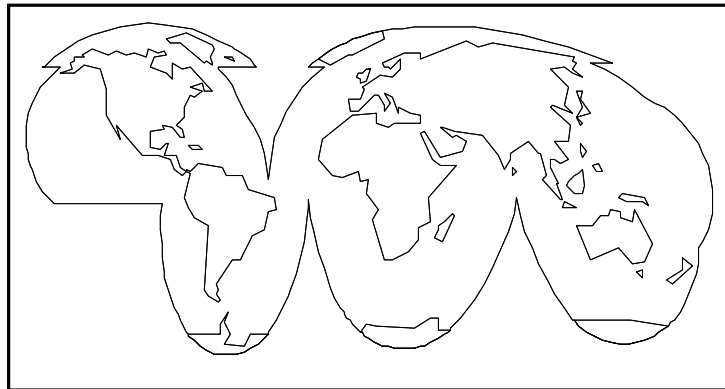
Mais pourquoi cette montée continue de la religion ? Parce que la situation des populations et des travailleurs ne fait que se dégrader d'année en année. Le taux de chômage ne fait qu'augmenter. La grande pauvreté gagne du terrain. Le coût de la vie ne permet plus aux travailleurs de vivre décemment. Face à cette situation, les populations pauvres et les travailleurs ne sachant plus à quel saint se vouer se réfugient dans toutes sortes de croyances. Même ceux qui ont un boulot sont obsédés par la peur d'être la proie d'un quelconque sorcier comme leur font croire leurs guides religieux. Et dans certains cas, ils sont gagnés par la propagande ambiante.

L E U R S O C I E T E

Aujourd'hui, si ces idées continuent de prospérer, c'est parce que pasteurs, prêtres et imams tirent profit du désespoir des travailleurs et des populations. En effet, ces vendeurs d'illusions font croire aux populations en détresse qu'ils ont une solution à leur souffrance. C'est comme une sorte de drogue qu'on donne aux pauvres. Comme toute

drogue, elle ne résout rien. La bourgeoisie finance et favorise ces drogues parce qu'elle préfère avoir affaire à des gens drogués qu'à des travailleurs conscients qui savent que leur souffrance viennent de l'exploitation qu'ils subissent. C'est pourquoi K. Marx disait que « *la religion c'est l'opium du peuple* ».

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

NOUVEAU CODE DU TRAVAIL : LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN DE BON À ATTENDRE

Le gouvernement a annoncé récemment l'entrée en vigueur d'un nouveau code de travail.

Bien évidemment, les travailleurs qui sont pourtant les premiers concernés n'ont pas été impliqués dans son élaboration.

Il n'en est pas de même pour le patronat qui a été en première ligne

avec la complicité des centrales syndicales aux ordres.

On peut imaginer que ce code du travail sera totalement favorable au patronat.

La preuve, le peu qui en sort, c'est que dorénavant, il semble qu'un service minimum soit obligatoire lors des grèves.

À DARLING, UN TRAVAILLEUR COMPTE POUR PEU DE CHOSE. IL NE FAUT PAS QUE LE PATRON EXAGÈRE

À DARLING, une usine spécialisée dans la fabrication de mèches, un machiniste a été renvoyé alors qu'il revenait de maladie. Tombé malade, il a commencé à se soigner en ville et vu le peu de moyens dont il disposait, a dû continuer les soins au village. Il a néanmoins pris la précaution d'avertir son chef d'équipe. A son retour, malgré la production d'un certificat médical, il a été renvoyé ! Le patron faisant fi des nombreuses années d'exploitation que le travailleurs à subies pour l'enrichir.

Ce qui est arrivé à ce machiniste se passe un peu partout dans les entreprises. Beaucoup de travailleurs sont obligés de venir au

travail malgré la maladie. Souvent, ils viennent travailler en souffrant énormément, avec des blessures qu'ils ont eues au travail.

Et lorsqu'un travailleur tombe un peu trop malade, l'employeur cherche toutes sortes de moyens pour le renvoyer. Les malades sont les premiers sur les listes de prétendus « *départs volontaires* ».

Dans cette société où seul le profit guide les patrons, un ouvrier malade est bon à être jeté à la rue ! Même à Darling des coups de colère des travailleurs ont déjà eu lieu dans le passé. Gare à la goutte d'eau qui fera déborder le vase.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CICO : LES TRAVAILLEURS CONTINUENT DE SE BATTRE

La CICO (Côte d'Ivoire Construction) est une entreprise du BTP. Elle a en charge la construction de plusieurs chantiers comme par exemple la cité des agents de trésor sur la route de Bingerville ou la construction des bureaux de la téléphonie mobile Green.

Il y a 6 mois, elle avait signé des accords avec les travailleurs de ces différents chantiers. Il s'agissait de la déclaration individuelle de tous les travailleurs à la CNPS ainsi que le respect du barème salarial du BTP. Mais une fois le temps des accords passé, la direction a fait fi de toutes ces recommandations. Les représentants des différents chantiers ont tempêté auprès de la direction pour qu'elle respecte ses engagements, mais en vain. Et comme le chantier de Green prend fin, elle a voulu dégraisser le personnel. Les travailleurs ont réclamé leur numéro de CNPS, comme prévu dans les accords. Quand ils ont vu que la direction veut les tourner en bourrique, ils ont bloqué le chantier, le mardi 4 mars. Au cours de la négociation, les travailleurs ont exigé que tant qu'ils n'auront pas leur numéro de CNPS, pas question de quitter le chantier. Quatre jours après, la direction qui était dans le faux, a voulu faire un passage en force. Elle a mis fin au contrat de tous les travailleurs, payé le salaire de la quinzaine avec solde de tout compte. Ensuite elle a affiché une note interdisant le chantier à tout travailleur de CICO. Mais c'était sous-estimer la détermination des travailleurs. D'autant plus que ce problème concernait aussi tous les travailleurs des autres

chantiers. Le lundi 9 Mars, les travailleurs du chantier Green, comme un seul homme, bloquèrent à nouveau tout, interdisant même aux travailleurs des sous-traitants, qui étaient d'ailleurs solidaires avec eux, de faire quoi que ce soit tant que leurs problèmes n'ont pas trouvé de solutions. Devant ce blocage, l'architecte principal du chantier et un représentant du cabinet de Dominique Ouattara ont tenté de dénouer la situation. À 14 heures 30 minutes, une nouvelle rencontre fut organisée entre la Direction, les travailleurs du chantier Green, avec la présence de leurs collègues des autres chantiers. Devant ce rapport des forces, la Direction locale ne pouvait que bégayer et les médiateurs contraints de « condamner » leur propre camp. Ils ont promis de donner les numéros de Cnps au plus tard le mardi 10. La direction s'engagea par ailleurs à reprendre 20 travailleurs sur les 82, à produire les numéros dès le lendemain. Et c'est ce qui fut fait effectivement ce mardi 10 mars. A 15 heures, tous les travailleurs avaient leur numéro. Ce même mardi, une autre rencontre avait lieu à la direction de CICO pour l'application des autres points d'accord qui n'ont toujours pas été résolus.

Les patrons ont encore promis de faire mieux. Mais les travailleurs savent bien que ce n'est pas autour d'une table de négociation qu'ils contraindront les patrons à transformer leur parole en acte. Donc tout le monde est prêt à se mobiliser à tout moment.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FASO CONSTRUCTION : LA DIRECTION FAIT DE LA PROVOCATION

Faso Construction est une entreprise qui a en charge la construction de plusieurs chantiers à travers le pays. Mais le directeur de cette entreprise se comporte comme un vrai dictateur. Il dit qu'il est le seul à décider de quand il veut payer ses travailleurs. Il fait faire des heures supplémentaires qu'il ne prend pas en compte.

C'est face à tous ses comportements méprisants que les travailleurs, pour se défendre, ont commencé à s'organiser en syndicat. Mais quand le directeur a pris écho de cela, il a fait appel aux travailleurs pour leur dire qu'il n'aime pas les syndicats et les revendications. Que celui qui ne se sent pas mieux dans son entreprise peut partir où il veut. Ce nouveau mépris fut comme un défi pour les travailleurs. Au contraire, ils doublé d'ardeur dans leur élan d'organisation.

Ils ont même éclaté les réunions sur les différents chantiers. Pris de peur et de panique, la direction a distribué, il y a une dizaine de jours, des lettres de fin de contrat à tous les travailleurs. Ces derniers, à leur tour, ont adressé une liste de revendications de 6 points à savoir : 1 - la paie des droits de fin de chantier. 2 – la paie des heures supplémentaires. 3 – le rappel des différentes « primes imposables », etc. Cette note est appuyée d'un préavis de 6 jours qui prend fin le mercredi prochain 18 mars. Pour déconcentrer les travailleurs, la direction leur a envoyé une réponse à leur requête. Et dans cette réponse elle nie tout et refuse tout aux travailleurs, en précisant qu'elle est dans la légalité.

Pour le moment, les travailleurs ruminent leur colère en attendant la fin des 6 jours de préavis de grève. La suite nous dira qui a raison, qui a tort.

SENEGAL : DÈRRIÈRE LES PROPOS ABJECTS D'ABDOULAYE WADE ...
--

Lors d'une conférence de presse tenue le 24 février dernier à Dakar, l'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade, venu soutenir son fils Karim accusé et mis en prison par les tenants du pouvoir actuel pour enrichissement illicite, a tenu des propos abjects à l'encontre de son successeur Macky Sall. Il a déclaré que celui-ci est *"un descendant d'esclave [...] ses parents étaient anthropophages [...] Je le dis et je l'assume parce qu'on ne peut pas toujours cacher les vérités. [...] Jamais je n'accepterai que Macky Sall soit au-dessus de moi. Jamais mon fils Karim n'acceptera que Macky Sall soit au-dessus de lui. On serait dans d'autres situations, je l'aurai vendu en tant qu'esclave ..."*.

Ces propos ont indigné, à juste titre, de nombreux travailleurs dans l'émigration mais aussi de nombreuses personnes au Sénégal, y compris au sein du PDS (le parti politique fondé par Wade). Certains ont tenté de *"pardonner"* Wade en disant qu'il s'est laissé emporter par sa volonté de défendre son fils et que ses paroles ont dépassé sa pensée. Mais la réalité, c'est que ces paroles sorties de la bouche de l'ancien président, illustrent le fond de sa pensée et par la même occasion une mentalité et une pratique sociale liées au système de castes, héritage des temps anciens et qui survit encore aujourd'hui dans la société sénégalaise traditionnelle. Dans cette société traditionnelle, les gens de la *"caste noble"* (caste dont se revendique Wade) ne peuvent toujours pas supporter qu'une personne de *"caste inférieure"*

puisse être *"au-dessus"* d'eux. Dans les familles traditionnelles il est de coutume de se marier à l'intérieur d'une caste.

Grace à l'urbanisation de plus en plus forte du pays, ces vieilles coutumes ont reculé au fil des ans. Les populations se sont mélangées par la force des choses entre les ethnies et les castes dans les quartiers populaires des grandes agglomérations urbaines, mais elles sont loin d'avoir complètement disparu même si dans l'élite politique du pays il est de bon ton de déclamer que le Sénégal est entré dans la *"modernité"* et dans la *"démocratie"* bien avant son indépendance.

Même si officiellement, bien des pratiques anciennes sont interdites par la loi, personne n'ignore qu'elles persistent dans la réalité, y compris dans la capitale et à plus forte raison dans les coins les plus reculés du pays. Il en est ainsi de l'esclavage ou des pratiques assimilées à celui-ci. C'est ainsi par exemple, que les grands marabouts continuent en toute impunité d'exploiter les *"talibés"* dans leurs plantations d'arachide. Le travail gratuit de ces derniers leur permet d'amasser des fortunes immenses. Ils sont devenus des milliardaires en boubou et chapeau traditionnel musulman; et leur influence dans la société ne fait que grandir. Les dirigeants politiques du Sénégal ont tendance à pointer du doigt l'esclavage persistant en Mauritanie voisine mais ils ferment les yeux et sont complètement impuissants devant les pratiques esclavagistes des grandes confréries religieuses de leur propre pays.

Il en est de même des pratiques du mariage forcé et de l'excision des filles. Elles sont interdites par la loi mais elles continuent de faire des ravages dans la société sénégalaise.

Alors, les propos abjects de Wade à l'encontre de son compagnon de route devenu son rival, ne font que mettre en lumière ce que les élites dirigeantes

sénégalaises veulent masquer par leurs discours pompeux et trompeurs sur la "modernité" de leur pays.

Au Sénégal comme ailleurs, on ne pourra mettre fin à ces pratiques et préjugés avilissants que lorsque les travailleurs et l'ensemble des exploités détruiront les fondements de cette société de classes et d'oppression.

FRANCE : VALLS, CHAMPION...DE LA MONTÉE DU FRONT NATIONAL

Depuis un certain temps, Hollande et Valls tiennent le devant de la scène. Ils n'arrêtent pas de prendre régulièrement des mesures contre les travailleurs, en particulier avec la loi Macron. Et récemment, ces dirigeants qui se prétendent socialistes mais qui ne sont en réalité que des exécutants de la grande bourgeoisie, prétendent qu'ils sont les seuls à pouvoir lutter contre la montée électorale de l'extrême droite FN. Sur ce sujet nous reproduisons l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière, N° 2432 du 13 mars 2015.

« *J'ai peur pour mon pays. J'ai peur qu'il se fracasse contre le Front national* », « *le FN à 30 %, c'est d'une extrême gravité pour notre pays* », il est « *aux portes du pouvoir* », « *il peut gagner les présidentielles de 2017* »..., a asséné Valls pour finir par déclarer « *il faut à tout prix faire en sorte que le Front national baisse* ».

À travers ce morceau qui restera dans les annales politiciennes, Valls veut s'imposer comme LE champion de la lutte contre le FN, comme LE rempart contre le FN.

Au nom de la lutte contre le FN, il faudrait oublier le chômage, faire abstraction des reculs que le gouvernement a imposés à la condition ouvrière, se taire contre ses attaques anti-ouvrières et, comme un seul homme, aller voter pour le Parti socialiste. La ficelle est grosse.

Car, si le FN est aussi haut, à qui la faute ? Pourquoi le FN atteint une telle influence dans les quartiers populaires et dans les villes ouvrières qui jusque-là votaient pour la gauche ? Pourquoi une fraction de l'électorat populaire rejette-t-elle le PS au point de se jeter dans les bras du FN, le pire ennemi des travailleurs ?

Parce qu'à chaque fois que les socialistes accèdent au pouvoir, qu'ils soient ou pas flanqués des écologistes ou du PC, la même histoire se répète : des promesses électorales, la trahison presque dès le lendemain et une politique anti-ouvrière pendant cinq ans.

La politique de Hollande l'illustre. La loi qui permet de baisser les salaires et d'allonger le temps de travail au nom de la compétitivité, c'est lui.

L'allongement de la durée de cotisation retraite, c'est lui. La loi Macron qui continue la casse du code du travail, c'est lui. Et il nous parle encore de supprimer 22 000 postes dans les hôpitaux !

Valls a parlé d'endormissement du pays vis-à-vis du FN. Il confond l'endormissement et le dégoût de sa politique. Les électeurs tentés par le FN n'ont pas tous été pris d'une montée subite de racisme, ils se sentent trahis, déboussolés par ces « *socialistes* » qui n'en sont plus depuis longtemps.

Dans la réflexion « *il n'y a que lui que l'on n'a pas essayé* » transparaît le désespoir de ceux qui ont cru en toutes sortes de charlatans et qui se disent que le dernier sur le marché ne peut pas faire plus de mal que les autres. Eh bien si, le vote FN peut faire plus de mal !

Le Pen se dit « *anti-système* », dans le sens qu'elle est contre le système politique dominé par « *l'UMPS* » mais elle n'a rien contre l'ordre social capitaliste où une famille bourgeoise peut disposer de la vie de centaines de milliers de travailleurs. Et pour cause, les Le Pen eux-mêmes sont des bourgeois qui ont fait fortune sur le travail d'autres en héritant du groupe de cimenterie Lambert.

À entendre le FN, le chômage, les bas salaires, le manque de logements... tout est de la faute des immigrés. Pas un mot contre les licenciés ou contre les spéculateurs ! Une telle démagogie fait de Le Pen la meilleure défenseuse du patronat.

Le FN est un parti bourgeois comme le sont le PS et l'UMP, mais en pire car la haine de l'étranger sur laquelle il surfe est un poison pour la société et la politique à poigne qu'il annonce contre

les immigrés se retournera contre tous les travailleurs.

Alors que les travailleurs ont besoin d'unité pour se défendre des attaques patronales, Le Pen veut les dresser les uns contre les autres en fonction de leur origine ou de leur religion. Demain, si elle en a le pouvoir, elle livrera les travailleurs les uns après les autres à la férocité patronale.

Le FN représente un piège mortel pour la classe ouvrière et il faut le combattre. Mais il faut le faire en combattant aussi ceux qui le fabriquent, c'est-à-dire le PS et la droite.

Les Hollande et Valls, les Sarkozy et Juppé gouvernent au profit d'une minorité de très riches. On ne les a que trop vus au pouvoir. Les travailleurs doivent et peuvent les rejeter en affirmant leurs intérêts de classe, en mettant en avant leur camp et leurs perspectives, celle non seulement de se battre contre l'exploitation quotidienne mais aussi de la supprimer.

Ce ne sont pas les divisions de la gauche qui font le lit du FN. C'est l'abandon par la gauche de l'objectif de renverser le capitalisme. Le FN surfe sur la résignation et l'abattement mais cela aura une fin car, par la force des choses, le patronat ne laissera d'autre choix aux travailleurs que de se battre pour sauver leur peau.

Loin des calculs électoraux, il faut montrer qu'il y a dans la classe ouvrière des femmes et des hommes qui connaissent la seule voie pour s'en sortir : renverser la minorité capitaliste pour l'émancipation de tous les exploités.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.